

Solaire : la bataille s'intensifie entre la Chine et les Etats-Unis

Les deux géants du marché mondial du photovoltaïque s'accusent mutuellement de dumping. Pékin et Washington lancent des enquêtes

Shanghai (Chine)
Correspondance

Les entrepreneurs chinois se sont lancés corps et âme dans la production de panneaux solaires. Ils y ont été incités par Pékin, qui a adopté, en 2006, une loi sur les énergies renouvelables, ainsi que par les politiques généreuses de certaines autorités locales, telles que la province du Jiangsu (est) ou la ville de Jinzhou (nord-est), qui leur facilitent l'accès aux terrains et mettent en place une fiscalité favorable.

Chez leurs concurrents étrangers, le mécontentement gronde. Le producteur allemand SolarWorld explique ainsi qu'il étudie toutes les options, appuyé par d'autres entreprises du secteur et des cabinets d'avocats, afin d'engager une action auprès de la Commission européenne. « Les producteurs chinois offrent leurs produits à un niveau qui relève du dumping et de la concurrence déloyale », lance le vice-président de la société, Milan Nitzschke.

Au mois d'août, Silex, le seul grand fabricant australien de panneaux solaires, avait annoncé la fermeture de sa ligne de production de cellules photovoltaïques, qu'il importerait désormais de Chine avant assemblage.

Mis en accusation, les fabricants de l'empire du Milieu haussent le ton en retour. Le 20 novembre, l'Alliance de l'industrie photovoltaïque chinoise a demandé à

Pékin d'ouvrir une enquête sur les importations de silicium polycristallin américain. L'association accuse les Etats-Unis d'avoir réussi à écouler 47 500 tonnes de ce matériau utilisé dans la production de cellules photovoltaïques en 2010 en Chine, contre seulement 20 000 tonnes l'année précédente, grâce à une politique de prix qui tuerait l'industrie locale.

Pour Li Junfeng, vice-directeur de l'Institut de recherche sur l'énergie – une organisation émanant de la Commission nationale pour la réforme et le développement, un

Mis en accusation, les fabricants de l'empire du Milieu haussent le ton en retour

puissant ministère du plan –, les grands du solaire chinois ont d'abord reçu des fonds d'investisseurs privés, notamment depuis une vague d'introductions en Bourse qui a permis de lever, « au total, une cinquantaine de milliards de dollars ». Leader mondial, Suntech est ainsi coté à New York depuis 2005. A ces fonds privés s'ajoutent des aides gouvernementales directes.

Les fabricants chinois sont accusés par leurs concurrents de profiter de la bienveillance de banques détenues majoritairement par l'Etat et de bénéficier ainsi d'un « accès illimité au crédit sans aucu-

ne prise en considération du risque ». Le directeur du programme de prêts du ministère de l'énergie américain a estimé, le 14 septembre, que les banques chinoises ont prêté 30 milliards de dollars (22 milliards d'euros) aux producteurs de panneaux solaires locaux en 2010, vingt fois plus que les Etats-Unis. Suntech, dont le siège est à Wuxi, dans l'est de la Chine, aurait reçu 7 milliards de la Banque chinoise de développement, selon cette source.

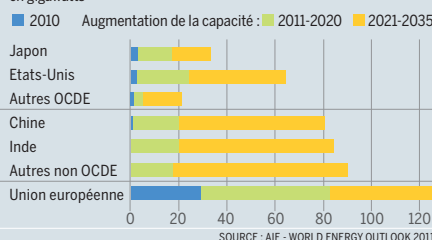
L'entreprise dément, expliquant avoir reçu « moins de 10 % » de la somme évoquée et à des taux moyens de 4,8 % pour les prêts à long terme, 4,88 % pour le court terme. Et « cette banque a engrangé des profits supérieurs à ceux de Morgan Stanley en 2010, donc elle n'offre pas d'argent facile », se défend un porte-parole de Suntech dans un courriel. Réponse similaire de Yingli, un producteur chinois qui s'est hissé au troisième rang mondial et explique que les taux sont au niveau du marché des prêts aux Etats-Unis.

Les prêts des banques semi-publiques chinoises ont certainement joué un rôle dans la formation de la bulle qui casse aujourd'hui les prix, en apportant un soutien sans faille au développement de capacités de production. Toutefois, estime Anton Szpitalak, président et cofondateur de Pan Asia Solar, « l'industrie du solaire est fortement subventionnée dans tous les pays, et il sera donc difficile de faire une distinc-



Un secteur en forte croissance

CAPACITÉ DE PRODUCTION D'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE en gigawatts



Un salaire chinois vérifie des cellules photovoltaïques à Nantong (Jiangsu).

que Frank Haugwitz, un consultant allemand en énergies renouvelables basé à Pékin.

L'effet d'échelle et les salaires rendent la Chine particulièrement compétitive. Elle a produit 47,8 % des panneaux solaires de la planète en 2010, contre 27 % en 2007, selon une étude de Photon International. « La production chinoise n'est toujours pas la meilleure sur le plan technologique, mais elle est désormais perçue comme bon marché pour une qualité raisonnable », constate Anton Szpitalak.

L'avenir n'est pas pour autant garanti. « Il y a des surcapacités partout dans le monde, observe M. Szpitalak. Elles représentent peut-être deux ou trois fois les besoins du marché. Un nombre important d'entreprises – dont des chinoises – vont donc disparaître dans les années à venir. »

HAROLD THIBAUT

En France, Photowatt tente de survivre

Reportage

Bourgoin-Jallieu (Isère)

Envoyé spécial

Le temps s'est arrêté il y a deux semaines pour les 441 salariés de Photowatt, pionnier français de l'énergie solaire créé en 1979 à Caen, et installé depuis 1990 à Bourgoin-Jallieu (Isère). Mardi 8 novembre, le tribunal de commerce de Vienne (Isère) a placé en redressement judiciaire le concepteur et fabricant français de panneaux photovoltaïques, filiale du groupe canadien ATS. Photowatt a six mois pour trouver un repreneur. « Des sociétés étrangères et françaises ont manifesté leur intérêt », affirme Vincent Bès, le directeur général.

Le dépôt de bilan de Photowatt a été précédé, le 26 octobre, par la mise en place de mesures de chômage technique partiel. Le fabricant fonctionne aujourd'hui au

tiers de sa capacité de production. Dans les ateliers de confection des cellules photovoltaïques où s'activent normalement près de 300 opérateurs, seuls les ronrons des fours qui servent à cristalliser le silicium brisent le silence. La salle blanche de l'unité de recherche PV Alliance, créée en 2007 en partenariat avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et EDF, est la seule à ne pas fonctionner au ralenti. Le 18 novembre, une poignée d'ingénieurs s'affairent à proximité des chaînes, afin de « doper » les cellules à l'aide d'une pâte d'aluminium qui transformera, une fois les panneaux installés sur les toits, les rayons du soleil en courant électrique.

Avant que les ateliers de Photowatt ne tournent au ralenti, près de 70 000 cellules photovoltaïques y étaient produites chaque jour. En 2010, l'entreprise a réalisé 150 millions d'euros de chiffre d'affaires, tentant de rester à flot

« dans un marché français noyé sous les panneaux chinois », explique Martine Rey, déléguée CFDT. Début 2011, Photowatt avait supprimé 119 emplois. En juillet, la direction a aussi transféré à un sous-traitant chinois l'activité d'assemblage des modules solaires.

L'entreprise reste la seule en France à maîtriser l'ensemble de la chaîne de fabrication du panneau solaire. « Dans un contexte de surproduction mondiale où il est primordial de s'adapter rapidement aux nouveaux procédés, c'est précieux », analyse Thierry Galvez, le directeur industriel de la société. La direction de Photowatt porte un regard lucide sur les raisons qui ont conduit l'entreprise au dépôt de bilan. « Dès 2006, nous avons compris que la partie allait être très difficile. Aujourd'hui, les panneaux solaires se vendent en Europe mais se produisent en Asie », explique M. Bès. « La seule manière de survivre, c'est de proposer un produit différencié, ajoute-t-il. Il nous faut avoir une technologie d'avance. »

Pour expliquer la situation, syndicats et salariés pointent, quant à eux, le moratoire des aides publiques à la filière, décidé en décembre 2010 par le gouvernement. « Il nous a plombés. Avec les nouvelles normes qui ont suivi, tous les tarifs ont été chamboulés. Sa mise en place fait que, aujourd'hui encore, nos carnets de commande sont vides », peste Robert Dufour, secrétaire adjoint du comité d'entreprise.

« Dans l'esprit des particuliers, le moratoire a eu un impact énorme. Ils se sont dit : le photovoltaïque, ce n'est plus rentable », ajoute Alexia Chappond, qui dirige les chantiers d'installation des panneaux solaires chez les clients. Avec une dizaine d'autres salariés, cette employée a créé au sein de Photowatt un collectif de défense et de promotion de la filière photovoltaïque baptisé « Superwatt ». Ils réclament notamment l'installation de normes sur les tarifs de rachat de l'énergie solaire et un label européen. ■

Benoit PAVAN

L'administration Obama pousse ses champions à coups d'aides fédérales

New York

Correspondant

Une firme américaine exportant de l'énergie solaire, voilà le type de réussite industrielle dont Barack Obama et son secrétaire à l'énergie, Steven Chu, aimeraient être informés plus souvent. On a appris, mardi 22 novembre, que SolarWorld Industries America (filiale d'un groupe allemand éponyme) va vendre en Inde des panneaux solaires. Pour cela, la société a obtenu un prêt garanti à taux bonifié de 19,9 millions de dollars (14,7 millions d'euros) de l'Export-Import Bank, un organisme qui joue aux Etats-Unis un rôle similaire à celui de la Coface en France. L'assureur banquier a déjà accordé 176,4 millions d'avance à des entrepreneurs américains pour six autres projets d'export vers l'Inde.

Rien à redire, sinon qu'il y a deux semaines le département américain du commerce jugeait recevable une requête lui demandant d'enquêter sur le « dumping commercial » des firmes chinoises, accusées de bénéficier de « milliards » de subventions à l'export. Or son instigateur n'est autre que la même filiale de SolarWorld, qui a été rejointe par six autres industriels du secteur.

Le paradoxe entre les deux informations n'est qu'apparent. Effectivement, les sociétés chinoises d'énergie solaire augmentent chaque jour leur part du marché américain : elles en détiennent déjà plus de 50 %. Eh oui, l'administration Obama estime que les Chinois vendent à perte pour asphyxier leurs concurrents. Ils sont parvenus à faire baisser le coût du panneau solaire aux Etats-Unis de 3,30 dollars le watt en 2008 à 1,20 dollar aujourd'hui. M. Obama avait lui-même évoqué, le 2 novembre, des « pratiques concurrentielles douteuses ». Cette pression, disent les producteurs locaux, est intenable : d'ailleurs,

trois entreprises solaires américaines ont fait faillite cet été.

Mais l'administration est aussi convaincue que le solaire est primordial pour l'avenir industriel du pays. Interrogé le 17 novembre par les dirigeants républicains de la commission de l'énergie de la Chambre, M. Chu les a exhortés à ne pas passer l'Amérique à se retirer d'un marché qui « pesera des centaines de milliards de dollars dans les prochaines décennies ». D'où un débat d'experts : ce secteur fera-t-il l'objet de la prochaine « bataille commerciale » entre les deux puissances ?

Cet enjeu se profile à un moment où une large part de l'op-

L'opposition républicaine mène une offensive contre les « emplois verts »

position républicaine, dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 2012, mène une offensive contre les « emplois verts » subventionnés de M. Obama.

Le solaire (0,1 % de l'énergie aux Etats-Unis) ou l'éolien, dont les entreprises ont perçu 17,4 milliards de dollars de subventions fédérales depuis 2009 – une gageure, pour les républicains –, ne peuvent concurrencer, selon eux, le pétrole, le gaz, le charbon et le nucléaire pour assurer « l'indépendance énergétique » du pays.

Les acteurs de Wall Street n'en jugent pas tous ainsi. On entend actuellement beaucoup parler de Solyndra aux Etats-Unis, une société solaire dont la faillite, après deux ans de production de panneaux et 500 millions de dollars de subvention, suscite un scandale dont pâtit l'administration Obama. Mais, en arrière-plan, de nombreux projets prospèrent. Grandes firmes du secteur mais aussi ban-

quiers se précipitent sur la manne fédérale. NRG Energy construit un site de production d'électricité solaire capable d'alimenter 100 000 foyers californiens. Investissement initial : 1,6 milliard de dollars, financé en quasi-totalité sur fonds publics octroyés à des conditions ultra-préférentielles. L'électricien a pour 5,2 milliards de projets. « En vingt ans de carrière, je n'ai jamais rien vu qui inclue si peu de risques. » Il attend 300 millions de dollars de bénéfices dans le solaire dès 2015. D'autres électriciens se précipitent...

Vu les garanties offertes (défiscalisations, remboursements d'emprunts différés jusqu'à vingt ans...), les banques d'affaires Goldman Sachs ou Morgan Stanley poussent leurs clients vers ce secteur. Même des sociétés non énergétiques s'y intéressent : Google a pris des parts dans un site de production d'énergie solaire pour bénéficier des allègements fiscaux offerts qui lui permettent de compenser l'imposition sur ses bénéfices de source publicitaire.

Les garanties publiques sont supposées cesser à la fin décembre, mais le lobby de l'énergie s'active pour les faire proroger. « De même que nous avons aidé le pétrole et le gaz, il est temps d'investir dans l'énergie renouvelable », a récemment plaidé au Congrès Rhone Resch, président de l'Association américaine des industries solaires. Pour jouir des financements fédéraux, 30 Etats se sont engagés à augmenter leur usage d'électricité solaire. Pourtant, même si l'analyste californien Richard Keiser prédit une explosion « exponentielle » et 25 fois plus de solaire aux Etats-Unis dans cinq ans, des voix craignent déjà une future « bulle » énergétique qui aurait initié la politique de M. Obama, lorsque ce marché émergent sera assaini. ■

Sylvain CYPEL

Parabooot
Marcher est une valeur sûre.

Fabrication française

www.parabooot.com